

# Le lundi noir des billes

Par Aimé Michel

Chronique parue dans la revue *Arts et Métiers* n° 7 de novembre-décembre 1987

Il apparaît maintenant - ou plutôt il crève les yeux – qu'avant d'inviter les Français à devenir propriétaires des grandes entreprises d'État, il eût fallu leur expliquer longuement, patiemment et simplement, en quoi consiste la propriété, et que cela n'a pas été fait.

Cela n'a pas été fait parce que, du point de vue des experts, l'idée de propriété est une idée simple et qui va de soi. Or, elle ne va pas de soi dans une société économique tellement étatisée qu'à part aux yeux du chef d'entreprise, l'idée de propriété en est venue à n'être qu'un synonyme de **maison**, de **murs**, de **terre**. Une propriété, dans le **basic french**, c'est une maison avec les terres allant avec : « **je passe mes vacances dans ma propriété** ». Illusion anachronique en retard d'un siècle ou deux, héritée d'un passé paysan immémorial.

Le rêve de tout Français, jusqu'à l'aventure boursière que nous sommes en train de vivre, était donc de retrouver le paradis perdu de la propriété paysanne. Ceux qu'on appelle les petits porteurs ont cru qu'il leur était offert de retrouver ce paradis perdu, ou du moins un substitut équivalent, modernisé.

Un simple exemple montre la faiblesse de ce point de vue dans notre société évoluée. Tout le monde sait qu'IBM est une des entités les plus riches du monde. Dans la « propriété » d'IBM, il y a notamment ce petit laboratoire de Zürich où deux chercheurs viennent de se voir décerner le Nobel de physique. Ce petit laboratoire (qui comptait déjà deux Nobels de physique !) combien vaut-il ? Si IBM le vendait, que vendrait-il ? des murs, quelques appareillages ?

En réalité, ce laboratoire ne peut être réellement vendu, car ce qui en fait son prix est immatériel : le savoir d'une équipe, son expérience acquise de maîtres à élèves, un stock d'habitudes de travail, un esprit, une pédagogie, une certaine ambiance de curiosités partagées, d'émulation, voire de rivalité. Comment vendre cela ? Comment l'évaluer ? Et cependant c'est tout cela qui fait la richesse propre d'IBM. Tout cela est la propriété d'IBM. Tout cela – plus tout le reste d'IBM qui n'est pas davantage matériel - se traduit finalement sur le marché boursier par l'**action IBM**, que l'on achète et que l'on vend comme un lopin de terre, exemple typique de ce qu'est désormais la propriété.

D'IBM on passe aisément à une chaîne T.V.

La valeur d'une chaîne T.V. n'a presque rien de matériel. Elle réside dans le savoir-faire de ses animateurs. Elle est tout l'opposé du lopin de terre. Dira-t-on qu'elle n'a pas de valeur **propre** ? Impossible, car considérons le lopin d'un autre point de vue, celui du **rapport**.

La chaîne et le lopin (ce pourrait être le titre d'une fable) rapportent l'un et l'autre de l'argent. Et la valeur d'une propriété se calcule finalement à partir de ce qu'elle rapporte. Si la chaîne distribue des intérêts à ses actionnaires, ce qui est son but dans la société où nous vivons, elle acquiert une valeur qui s'évalue sur le même critère que le lopin. Feuillotez les petites

annonces : à notre époque si soucieuse de sa santé, les affaires les plus recherchées sont notamment les pharmacies et laboratoires d'analyses, ainsi d'ailleurs que les bistrots qui les enrichissent par le biais de l'alcoolisme. Cependant, la valeur **matérielle** de ces trois honorables corporations est mince, comparée à leur chiffre d'affaires et à leurs bénéfices. La vraie valeur repose sur ce qu'il y a en elles d'immatériel : le choix de se soigner ou de boire ceci ou cela, plutôt que de chercher la gloire militaire - je choisis à dessein une ambition jadis tenue pour la plus haute. Et ce qui est immatériel est sujet au changement, aux changements, voire, on le voit en cette saison de mésaventures boursières, aux bouleversements.

J'avoue que le succès des privatisations des chaînes T.V. auprès des nouveaux porteurs m'a surpris. Sur quoi au juste se sont fondés les acheteurs ? Où ont-ils trouvé l'audace de parier sur des bénéfices que l'on n'avait pas encore eu l'occasion d'évaluer autrement que par des comptabilités administratives, toujours incertaines ?

Après coup, il m'a semblé qu'ils s'étaient fondés très raisonnablement sur quelque chose qu'ils connaissaient, passant plusieurs heures par jour devant leur poste.

La question est de savoir s'ils connaissaient ce qu'il convenait de connaître, à savoir le profit probable. Tout est là, mais pour le savoir il faut l'apprendre, et pour l'apprendre il faut attendre la distribution des bénéfices, ou bien être un profond expert. J'attendais donc certes le succès des privatisations, mais venant des vieux routiers des affaires plutôt que des nouveaux porteurs.

Le recul des valeurs T.V. ne m'a pas moins surpris, car il faut être expert pour revendre ce que l'on vient d'acheter. Il y faut une bonne habitude des variations. J'avais cru que les acheteurs peu initiés s'étaient décidés sur le désir de placer leur argent, donc d'attendre les premiers résultats. Ont-ils été entraînés par un mouvement né chez les professionnels ? Mystère !

Ce qui nous conduit à tenter de comprendre comment naissent, se développent et prennent fin les tempêtes boursières. Lourde tâche.



La bourse de Paris (Photo P. Barbier)

Avant d'écrire cet article, j'ai caressé l'idée d'une métaphore tirée du jeu de billes et des subtils trafics auxquels on se livre dans les préaux d'écoles. J'ai donc commencé à mettre noir sur blanc les calculs spontanés d'un enfant de huit ans sur son stock de billes et les échanges d'où il se sort avec des hauts et des bas, comme à la Bourse. Puis j'ai relu et découvert que mon texte, laborieux et difficile, ne pouvait cependant être simplifié : c'était vraiment la Bourse, difficile même à son niveau élémentaire, telle qu'un enfant la pratique sans l'explicitier. (Voir encadré en fin d'article)

Mais alors, comment imaginer une explication simple de la proposition suivante que j'avais l'intention de démontrer : « Contrairement à ce qu'on entend tous les jours, aucune richesse ne disparaît ni n'apparaît dans les mouvements du Dow Jones ».

En principe, la chose est simple : ce n'est pas parce qu'une affaire donnée chute de vingt points qu'elle a changé en quoi que ce soit. Si Michelin a « perdu vingt points », cependant aucune usine Michelin n'a brûlé, aucun de ses marchés n'a disparu, les bénéficiaires distribués resteront les mêmes.

Mais si l'affaire en elle-même n'a changé en rien, qu'est-ce donc qui a changé ?

Uniquement le désir de la posséder. Dans un climat normal, je peux avoir envie de vendre mes actions de cette affaire parce que j'en ai remarqué une autre qui me paraît plus prometteuse : une affaire à la vente, une autre à l'achat, l'une perd un peu, l'autre gagne, l'indice est calme. Jusque-là rien d'irrationnel, au contraire, puisque l'attention se porte équitablement sur l'affaire plus prometteuse. Dans un tel climat la Bourse joue son rôle : elle sanctionne la réalité.

Ce qui s'est passé en octobre n'est pas essentiellement différent, mais un stimulus particulier est intervenu. Les actionnaires américains, émus des désordres de leur budget, ont vendu massivement, non pour se reporter sur d'autres valeurs, mais pour les fuir toutes, pour chercher refuge ailleurs qu'à la Bourse, vers les monnaies fortes comme le mark et le yen, ou bien les métaux précieux ou dans des manœuvres plus complexes.

Tout a donc commencé par une petite panique, mais générale, affectant l'ensemble des valeurs américaines.

Si le même mouvement était né ailleurs, par exemple en France ou en Angleterre, il eût été sans conséquence mondiale. Mais dans le capital boursier mondial les Américains forment la masse la plus forte. L'éléphant a éternué dans le magasin de porcelaines. Réprimander l'éléphant d'être trop gros n'a pas de sens. Il est le plus gros parce qu'au cours du dernier siècle il a grossi plus que nul autre dans la communauté économique mondiale, grâce au travail des Américains, à leur nombre, à leur ingéniosité, à leurs richesses naturelles. Notre temps voit les Japonais faire de même, et le jour viendra peut-être où des séismes semblables pourront naître à Tokyo.

Un jour d'octobre dernier, donc, le nombre des candidats à la vente sur la Bourse de New York a excédé d'une trop large différence le nombre des candidats à l'achat, et l'équilibre de l'offre et de la demande s'est stabilisé sur une baisse générale (voir en note l'apologue des billes). Apparemment, des milliards de dollars ont disparu sans laisser de traces, « en fumée », disent les commentateurs.

En fumée ?

Évidemment non. En termes de richesse réelle, **rien n'a disparu**. Ce qui a disparu, ou plutôt diminué, c'est le désir de posséder ces richesses-là. Les dollars disparus mesurent

l'affaiblissement du désir des Américains de posséder les valeurs cotées à New York, et ce scepticisme s'est propagé dans le magasin de porcelaines.

Soit, dira l'acheteur qui observera avec angoisse le rétrécissement de ses économies mesuré à la valeur du jour : « **voilà pourquoi votre fille est muette** », mais cela me fait une belle jambe, car qui me rendra ce que j'ai perdu ?

**L'acheteur n'a rien perdu du tout tant qu'il ne revend pas.** Il est toujours détenteur des mêmes titres qui lui rapporteront les mêmes intérêts qu'avant la dégringolade.

Quand quelques valeurs dégringolent, ce peut être définitif ; et d'ailleurs il y a toujours sur le marché des valeurs qui dégringolent sans espoir, même en période de hausse générale.

Mais quand toutes les valeurs dégringolent, cela ne peut se prolonger durablement. La remontée générale est inévitable. Pourquoi ? Parce que les intérêts continuent d'être distribués. Tôt ou tard les vendeurs qui ont provoqué la baisse ne pourront plus supporter que ces intérêts leur passent sous le nez : ils rachèteront, et la Bourse, toujours subissant la loi de l'offre et de la demande, remontera pour la même raison qu'elle a baissé.

Je ne veux pas simplifier trop. Le mécanisme que je viens de décrire (hausse succédant inéluctablement à la baisse) est certain.

Cependant, il n'est que psychologique. Rien ne l'inscrit dans les faits **que le désir de gagner de l'argent**. Combien de temps les investisseurs désenchantés ou pessimistes qui ont vendu résisteront-ils à ce désir de revoir leur capital produire des intérêts ? Tout est là.

Les mouvements de la Bourse sont rationnels en ce qu'ils traduisent exactement l'équilibre entre l'offre et la demande. Mais l'offre et la demande comportent une part d'irrationnel : la peur, l'espoir, l'enthousiasme, l'intuition de ceux qui vendent et achètent (pensez aux réactions immédiates qui accueillent la publication des indices de croissance, du budget de l'État, de la balance commerciale, ou même quelque vague déclaration d'une autorité gouvernementale ou bancaire).

Une peur irrationnelle qui dure - supposition de peu de poids face à la loi d'airain du désir de profit - finirait par avoir des effets réels, et non plus fantasmagiques, en raréfiant les crédits et donc en entravant l'activité des entreprises. Une valeur qui monte peut accroître son capital et investir en mettant des actions sur le marché : ces actions qui montent trouveront facilement des acheteurs. Une valeur qui baisse ne peut compter sur ce bon accueil. Elle devra emprunter, poussant les taux d'intérêt à la hausse.

Paradoxalement - je n'ai pas la place de développer cet aspect de la question, mais le lecteur y suppléera aisément en y réfléchissant - c'est le caractère mondial de la crise actuelle qui rend sa durée excessivement improbable.

S'il existait un refuge épargné, et si ce refuge était profitable, les capitaux qui ont fait chuter la Bourse en la fuyant pourraient s'y installer et attendre. Mais la tempête est mondiale, le refuge inexistant, l'attente prolongée impossible, et il faudra bien que les capitaux fugitifs reviennent sur le marché.

À ce moment-là, le stimulus dont je parlais au début de cet article jouera en sens inverse, à la hausse, et peut-être aussi rapidement.

La Bourse est une école de sang-froid. Face à un épisode mondial tel que celui que nous vivons, elle apprend à attendre en serrant les dents. Comme dans une guerre, gagnera celui qui tiendra le dernier. Je n'ignore pas que ce parler guerrier sonne mal à nos oreilles françaises, car chez nous l'argent est mal vu. Il y a de l'honneur dans ce dédain, ou plutôt ce mépris.

Quoi de plus honorable que l'honneur ? Il est donc honorable de parler avec mépris de profit et d'intérêt. Cependant, qui se tire le mieux de cette jungle méprisable ? Le pays des samouraïs, du yen et des arts martiaux. Il y a là de quoi penser.

*Le lundi noir des billes.*

Ce matin-là, Gilles et Gérard (G1 et G2) sont chacun propriétaires de 10 francs et 10 billes.

- Je t'achète 4 billes, dit G1 à G2.

- D'accord, dit G2 (qui réfléchit). Ce sera 2 F la bille.

- O.K., tope là.

Et la transaction a lieu. À ce moment (ouverture des cours), G1 se trouve à la tête de 14 billes à 2 F et des 2 F qui lui restent, soit 30 F. Le portefeuille de G2 s'établit à 6 billes à 2 F, plus 18 F, soit lui aussi 30 F.

Mais voilà que dans la journée des bruits alarmants se répandent (confiscation des billes par le maître, etc.).

- J'ai changé d'idée, dit G1, je te revends tes 4 billes.

G2 réfléchit encore, pense aux bruits alarmants :

- Je veux bien, mais pas question de les payer 2 F. Je dis 1 F la bille.

- O.K., va pour 1 F.

Nouvelle transaction. Bilan de fermeture : chacun se retrouve propriétaire de 10 billes à 1 F, soit 10 F, plus, pour G1,  $2 + 4 = 6$  F, soit en tout 16 F, et pour G2  $18 - 4 = 14$  F, soit en tout pour G2 : 24 F. Bilan total : les 2 fois 30 = 60 F du cours d'ouverture mondial matinal sont devenus  $16 + 24 = 40$  F, soit une chute de  $60 - 40 = 20$  F, ou points, au Dow Jones du préau.

C'est le lundi noir des billes.

La question est : où sont passés ces 20 F « envolés en fumée » ? Rien ne s'est « envolé », les 20 billes sont toujours là, mais dévaluées de moitié. Que faire ? « Les billes baissent, vendons tout avant la catastrophe » ? Ou bien attendre que les bruits alarmants se soient tus et que la bille remonte ? Pourquoi remonterait-elle ? Elle remontera cependant, car deux richards du préau voisin, George et Gamal, ont calculé que des billes à 1 F, c'est avantageux, et ne vont pas tarder à vouloir acheter, puis à surenchérir.

Remarque : dans cet apologue réduit au minimum je n'ai pas pris en compte les intérêts. Les valeurs de la Bourse, qui en distribuent, sont moins spéculatives que les billes.

COURRIER DES LECTEURS publié dans *Arts et Métiers* n° 1 de janvier-février 1988

**Lettre de R. G. (Pa. 22)**

J'ai lu avec beaucoup d'attention votre article de la revue n° 7, « Le lundi noir des billes ». J'y ai relevé la phrase suivante :

« Ce qui nous conduit à comprendre comment naissent, se développent et prennent fin les tempêtes boursières. Lourde tâche. » Je suis surpris qu'un homme comme vous, doué de raison et d'expérience, pose une pareille question. Peut-être cela provient-il de ce que vous n'avez pas le sens du commerce !...

Les banquiers sont des commerçants comme les autres. Ils veulent gagner de l'argent en vendant leur marchandise, des actions, à des particuliers (qui ne sont pas banquiers). Pour faire des bénéfices, il faut qu'ils vendent plus cher qu'ils n'ont acheté.

Lorsque la Bourse a subi une hausse continue sur *toutes les valeurs*, hausse que *rien ne justifiait* et qui faisait monter le prix des valeurs bien au-dessus de leur valeur réelle, ce qui a été le cas ces dernières années.

Il arrive un moment où les valeurs coûtent trop cher à l'achat. D'où la solution : s'entendre entre grandes banques, *secrètement*, vendre, en même temps, un grand nombre de valeurs. Aussitôt après ces ventes, massives, *qui donnent des disponibilités*, les particuliers affolés s'empressent de vendre, à n'importe quel prix, ce qui fait tomber le prix des valeurs très bas (plus que leur valeur réelle). C'est à ce moment que les grandes banques peuvent racheter et faire un nouveau stock de marchandise. En rachetant, cela a pour effet de faire monter les cours et... au bout d'un certain nombre d'années, à un moment fixé par les grandes banques... on vend et... cela recommence !

Mon père a été banquier. Il m'a dit que pour gagner de l'argent en bourse, il fallait être « dans le secret des dieux ». À mon avis, il y a actuellement une dizaine de « dieux » dans le monde, mais je n'en fais pas partie !

### **Lettre de E. B. (Ai.-Cl. 16)**

Je désire, tout d'abord, vous complimenter pour votre lumineuse explication des jeux de la bourse des valeurs, parue dans le dernier numéro d'Arts et Métiers, et plus encore pour la réponse à la fois pertinente et courtoise que vous y faites, à l'exposé des objectifs supra-généreux de notre camarade M.

Mais revenant sur les explications de la crise boursière actuelle, ne pensez-vous pas qu'il y a, en dehors des déséquilibres monétaires que l'on se contente d'évoquer avec insistance, une cause latente plus profonde qui réside dans les dettes démesurées, et dans l'ensemble irrécupérables des pays du tiers monde (Afrique, Amérique latine, Sud-Est asiatique, voire certains pays de l'Est).

Ces milliards de dollars, qui continuent à figurer dans l'actif des bilans de nos banques centrales, de nos banques d'affaires et de nos grandes firmes exportatrices, il va bien falloir se résoudre d'ici peu à les passer par profits et pertes. Et si les spéculateurs boursiers qui mènent le jeu ne faisaient rien d'autre, sans l'avouer, que d'anticiper sur cette perte en dévaluant de 30% ou plus la capitalisation boursière ? N'est-ce pas aussi une explication à prendre en considération ?

Je me souviens avoir lu, bien avant la dernière guerre mondiale, les écrits d'un économiste belge qui démontrait, d'une façon qui me parut lumineuse (mais dont j'ai par ailleurs parfaitement oublié les cheminements de pensée), que les prêts consentis par les pays riches aux pays pauvres ne devaient et ne pouvaient être considérés autrement que comme des avances à fonds perdus. Et que c'était d'ailleurs très bien ainsi, car le régime capitaliste ne saurait se maintenir et prospérer autrement.

Pour reprendre votre parabole des billes, on a déjà fait observer que si un joueur plus habile arrive à monopoliser toutes les billes, il ne pourra continuer de jouer que s'il les redistribue. Et même pourrait-il être incité à donner des leçons de visée à ses petits camarades les moins doués, afin que le jeu puisse présenter plus d'intérêt. N'est-ce pas ce que font, entre autres choses, nos multinationales tant décriées ?

C'est ainsi, pourrait-on dire, que l'économie capitaliste libérale rejoint la morale chrétienne. Voilà qui devrait, en tous cas, rasséréner un peu notre camarade M.

### **Réponses d'Aimé Michel**

Les péripéties boursières font réfléchir nos lecteurs. Merci de leurs suggestions : on n'aura jamais trop d'idées.

1. R. G. penche pour le complot des grandes banques, dont il évalue le nombre à une dizaine.

Ce nombre était plausible pour la France seule, jusqu'à l'énorme expansion de la finance et du commerce internationaux au cours des trente dernières années. La mondialisation de l'économie et le partage des grands intérêts en groupes — nationaux et internationaux — voués par le marché planétaire et la crise à une concurrence sans merci, rendent désormais utopique, hélas pour eux, la *conjuración des crocodiles*.

Que notre ami m'entende bien : je ne dis pas que les crocodiles ont perdu leurs dents ni qu'ils ont découvert les beautés de la morale et du fair-play. *Je dis le contraire* : que, surtout depuis 1974, c'est la guerre économique ; et que les crocodiles sont d'abord occupés à ne pas se faire dévorer.

Pour être plus précis : l'Europe, sauf l'Allemagne, est à la dérive ; l'Amérique essaie vainement de rétablir ses équilibres et, vainement aussi, de ne pas être grignotée par le Japon. Quant au Japon et à tout le Sud-Est asiatique, ils sont enchantés de ce qui se passe ; pour eux, ce n'est pas la crise, c'est la gloire, le triomphe, l'enchantement. L'Allemagne n'est pas mécontente non plus, merci pour elle. Pourquoi le Japon, la Corée, l'Allemagne et autres *happy few* fomenteraient-ils avec nous un complot visant à nous faire cadeau de leur suprématie ?

Le « secret des dieux » n'existe plus dans le monde financier, on l'a vu à l'effondrement de beaucoup d'entre eux. Comme le commun des mortels, les dieux s'interrogent désormais sur le lendemain. Je regrette de n'avoir pas noté le nom de cet Américain qui, le 19 octobre, a perdu un milliard de dollars. J'ai tendance à croire qu'il ne l'a pas fait exprès, après s'être entendu

avec ses collègues de marigot, et qu'il n'était pas plus au courant que vous et moi. S'il a vendu ses billes en perdant un milliard, je crois, cher lecteur, qu'il n'a pas pu faire autrement.

Les dieux sont dévalués parce qu'ils sont désormais trop nombreux, non plus dix mais bien plus de mille, et divisés par les automatismes incontrôlables du marché international. Automatismes douloureux pour ceux qui sont obligés de vendre, mais qui finiront par traduire la seule réalité bien concrète : la croissance, dont aucun choc n'a pu, jusqu'ici, faire changer le signe.

2. E. B. s'interroge sur la menace des emprunteurs insolubles ; question lourde d'histoire, dans un pays où trois quarts de siècle n'ont pas effacé le souvenir de l'« emprunt russe ». La bourse mondiale n'a-t-elle pas anticipé sur le moment où il faudra prendre son parti de l'insolvabilité, et passer tous ces prêts par profits et pertes ?

Première remarque, qui va dans le sens de cette conjecture : le yoyo de la Bourse suit assez exactement le yoyo du dollar. N'est-ce pas troublant ? En effet, l'on rembourse plus facilement un dollar dévalué. On dirait donc que la chute du dollar est calculée pour encourager le règlement de la dette.

Mais n'oublions pas les contre-effets de cette chute, déjà sensibles en Europe (qui en gros n'est pas emprunteuse) : pour rembourser des dollars, il faut produire des dollars, donc exporter, et quand le dollar baisse, les prix en dollars grimpent, gonflés par le change... et donc les exportations sont freinées d'autant. On a vu que déjà, en France, Airbus Industrie, Snecma, Rhône-Poulenc et d'autres révisent leurs exportations en baisse à cause de l'enchérissement de leur prix en dollar et de la perte concomitante de compétitivité. Nous touchons là un funeste *artefact* qui nous tiendra à la merci de l'Amérique, tant que le commerce mondial restera libellé en dollars.

Le statut ambigu de la monnaie américaine assure une garantie artificielle au commerce américain *et à lui seul*, ce qui, soit dit en passant, exclut dans ce cas aussi toute *conjuración des crocodiles*. Attendre des Américains qu'ils collaborent avec l'Europe et le Japon pour arrêter la chute de leur monnaie, c'est leur dire : « S'il vous plaît, ô bons et fidèles amis, augmenter vos prix pour être moins concurrentiels et nous permettre d'envahir un peu votre part de marigot ». On peut ici (et même on devrait) rêver d'une monnaie de change aussi recherchée que le dollar... et qui s'appellerait l'écu(1).

Revenons à la dette des insolubles. L'ennui, avec ce problème, c'est sa diversité : il n'y a guère qu'une poussière de cas particuliers.

Prenons l'exemple de la dette mexicaine aux États-Unis. *Il se trouve* que ces deux pays sont mitoyens ; que le vice-président Busch aspire à être président, comme le Grand Vizir Iznogoud ; que le très puissant James Baker est le premier supporter du Grand Vizir. Résultat : les banques américaines prêteuses ont été dotées de bons du trésor (américain) négociables, qu'elles peuvent donc vendre, en dollars, par exemple à des Japonais. Grâce à quoi lesdites banques ne vont pas laisser tomber le Mexique, ce qui encouragera les électeurs américains



d'origine mexicaine, de plus en plus nombreux, à voter pour ce bon M. Busch — ouf ! C. Q. F. D.

On pourrait dessiner d'aussi mirobolantes situations pour à peu près tous les pays débiteurs, sauf pour les pays d'Afrique noire n'ayant aucune base navale à négocier sur l'océan indien. Tant pis pour ceux qui n'ont pas de vrais marigots en voie de dessèchement et des enfants affamés.

Notre ami suggère que le gros richard aux poches gonflées de billes procède, de temps en temps, à des redistributions gratuites pour que le jeu puisse continuer. Je me risquerai à un pronostic, mais pas pour demain : c'est ce que se mettront précisément à faire les Japonais pour pousser leur yen là où le dollar aura craqué, ou plutôt kraché. Ils le peuvent dès maintenant, mais ne le font que dans leur « ère de coprosperité ». Prudence, patience, calcul. Ils le feront un jour là où règne le dollar — là où il aura régné. Mais eux sauront enseigner à leurs créanciers un jeu profitable pour tous. Relisez les propos de M. Calvé, le P.-D. G. de Peugeot, sur la menace des autos coréennes, du montage financier et du partage du travail qui les mettront bientôt, à qualité égale, à moitié prix livrées chez nous.

Les Américains, doués de tant de qualités propices à la modernité, ont le dangereux défaut de ne voir que le court terme, face au long dessein japonais<sup>(2)</sup>. Leur dernière trouvaille (je parle des Américains), consiste à presser les Japonais de consacrer une part de leurs énormes excédents au financement des pays qui auront ruiné les banques américaines (je résume avec un grain d'humour noir). Mon pronostic, c'est qu'au moment choisi par eux, les Japonais se laisseront faire à cette douce violence préparée de longue main. Nous pourrions y participer, nous autres Européens... si nos excédents n'étaient des déficits. À défaut d'y voir l'écu, *nous y verrons le mark...*

(1) Si l'Europe était capable d'un grand dessein, celui d'une vraie monnaie européenne unique aussi attractive que le dollar, et nous mettant à l'abri de ses caprices, serait l'événement du siècle, de bien plus vastes conséquences que tous les grands projets. De Gaulle l'avait compris un quart de siècle trop tôt, quand l'Europe n'était encore qu'un pot de terre.

(2) J'essaierai, dans un prochain article, d'analyser quelques conséquences du « long dessein japonais ».